RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le 15/03/2025

ID: 030-213000078-20250315-25_02_09B-DE



Direction des Ressources Humaines

Tél: 04.66.56.43.63 Réf: CR/IS/BG/NP

N°25 02 09

EXTRAIT DU REGISTRE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU SAMEDI 15 MARS 2025

Convoqué le vendredi 7 mars 2025, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, le samedi 15 mars 2025 à 10h00, sous la présidence de Monsieur Christophe RIVENQ, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

MEMBRES PRÉSENTS (41): Christophe RIVENQ, Maire, Max ROUSTAN, Alain BENSAKOUN, Martine MAGNE, Jean-Claude ROUILLON, Catherine LARGUIER, Christian CHAMBON, Michèle VEYRET, Alain AURÈCHE, Marie-Claude ALBALADEJO, Pierre MARTIN, Raphaële NAVARRO, Aimé CAVAILLÉ, Gérard PALMIER, Armande LAUPIES, Marie-José VEAU-VEYRET, Rose-Marie SOUSTELLE, Hélène CAYRIER, Bruno MAZUC, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Daniel CANAL, Soraya HAOUES, Fabienne FAGES-DROIN, Laurent RICOME, Ysabelle CASTOR, Valérie MEUNIER, Jean-Régis MASSON, Alexandra LAGULHON, Cyril LAURENT, Méryl DEBIERRE, Nicolas PERCHOC, Léa BOYER, Béatrice LADRANGE, Jean-Michel SUAU, Paul PLANQUE, Naïma GUERNINE, Arnaud BORD, Aurélie CLOT-WAGNER, Yves TOURVIEILLE, Marie THOMAS, Christophe CLOT.

POUVOIR (1): Marie-Christine PEYRIC (pouvoir à Michèle VEYRET).

ABSENT EXCUSÉ (1): Arnaud BORD.

OBJET : Application de majorations sur les indemnités de fonction du Maire, des Adjoints au Maire et des Conseillers Municipaux délégués

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2123-20 à L2123-24, L.2334-15 et suivants, et R.2123-22,

Vu la loi n°2000-295 du 5 avril 2000 relative à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives et à leurs conditions d'exercice,

Vu le décret n°82-1105 du 23 décembre 1982 modifié relatif aux indices de la fonction publique.

Vu la délibération n°25_02_08 du Conseil Municipal du 15 mars 2025 fixant les indemnités de fonction du Maire, des Adjoints au Maire et des Conseillers Municipaux,

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le 15/03/2025

ID: 030-213000078-20250315-25_02_09B-DE

Vu les arrêtés municipaux portant délégation de fonctions aux Adjoints au Maire et aux Conseillers Municipaux délégués,

Considérant que les indemnités de fonction ont été fixées par la délibération n°25_02_xx du 15 mars 2025 susvisée,

Considérant qu'il convient de respecter l'enveloppe indemnitaire globale composée du montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux Adjoints en exercice,

Considérant qu'en application de l'article L.2123-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseils Municipaux des communes chefs-lieux de département et d'arrondissement peuvent voter des majorations d'indemnités de fonction par rapport à celles votées par le Conseil Municipal,

Considérant qu'en vertu de ce même article une majoration peut également être appliquée aux indemnités de fonction votées par le Conseil Municipal, pour les communes ayant été attributaires de la Dotation de Solidarité Urbaine au cours d'au moins l'un des trois exercices précédents,

Considérant que la Commune d'Alès est chef-lieu d'arrondissement, une majoration des indemnités de fonction de 20% peut être appliquée,

Considérant qu'au titre de la perception au cours d'un des trois derniers exercices de la Dotation de Solidarité Urbaine, la Commune d'Alès est éligible à la majoration des indemnités de fonction du Maire et des Adjoints au Maire,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur l'application des majorations aux indemnités de fonction du Maire, des Adjoints, des Conseillers Municipaux délégués,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

- d'appliquer aux indemnités de fonction du Maire, des Adjoints au Maire et des Conseillers Municipaux délégués (annexe ci-jointe) :
 - * la majoration de 20% prévue pour les communes, chef-lieu d'arrondissement,
 - * la majoration prévue pour les communes ayant perçu la Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale au cours de l'un au moins des trois derniers exercices,

- d'inscrire les crédits nécessaires correspondants au budget.

Votants: 42

Pour: 38 - Unanimité

Contre: 0 Abstention: 0

N'ont pas pris part au vote: 4

Mme Béatrice LADRANGE, M. Jean-Michel SUAU M. Paul PLANQUE, Mme Naïma GUERNINE. Pour extrait certifié conforme

Le Maire

Christophe RIVENQ

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°25_02_09 DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'ALÈS DU 15 MARS 2025

OBJET : Application de majorations sur les indemnités de fonction du Maire, des Adjoints au Maire et des Conseillers Municipaux délégués

Tableau récapitulatif des indemnités de fonction avec majoration DSU et chef-lieu

Fonction	Montant brut mensuel
Maire	5 056 ,86 €
1 ^{er} Adjoint au Maire	2 079,92 €
Adjoints au Maire (du 2 ^{ème} au 12 ^{ème})	1 323,59 €
Conseiller Municipal délégué : - à la lutte contre le handicap	739,89 €
Conseillers Municipaux délégués : - à la propreté - à la politique de la ville	616,58 €
Conseiller Municipal délégué : - à la prévention situationnelle	493,26 €
Conseillers Municipaux délégués : - aux associations - aux archives - aux associations caritatives et humanitaires - aux relations avec le conservatoire - aux animations commerciales - aux relations avec les femmes entrepreneuses	369,95 €
Conseillers Municipaux délégués : - à la lutte contre l'exclusion numérique - à la prévention contre la délinquance - à la commission de sécurité - à l'enfance et à la jeunesse	295,95 €

ADOPTE

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Votants: 42

Pour: 38 - Unanimité

Contre: 0 Abstention: 0

N'ont pas pris part au vote : 4 - Mme Béatrice LADRANGE, M. Jean-Michel SUAU, M. Paul PLANQUE, Mme Naïma GUERNINE.

